

Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95300 PONTOISE

Pontoise, le 10 mars 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOFINADE (ex LE DANTEC)**

19, rue du fer à Cheval  
95200 Sarcelles

Références : ud95-2025-0163  
Code AIOT : 0006506135

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 dans l'établissement SOFINADE (ex LE DANTEC) implanté 19, rue du fer à Cheval 95200 Sarcelles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOFINADE (ex LE DANTEC)
- 19, rue du fer à Cheval 95200 Sarcelles
- Code AIOT : 0006506135
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOFINADE, implantée depuis 1976 sur le site de SARCELLES, est spécialisée dans le traitement de pièces métalliques en acier, laiton et aluminium à des fins décoratives, notamment

pour l'industrie du luxe. Pour ses activités de production, elle exploite :

- un atelier de serrurerie,
- un atelier de polissage,
- un atelier de vernissage,
- un atelier de traitement de surfaces dont le volume des bains autorisé s'élève à 45 m<sup>3</sup>.

Les installations relèvent du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Le fonctionnement du site est encadré par un arrêté préfectoral d'autorisation, daté du 28 juillet 2003, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 29 décembre 2010 et du 30 janvier 2015, et par les arrêtés ministériels de référence pour les établissements soumis à autorisation au titre de la rubrique 3260 (en date du 30 juin 2006) et soumis à enregistrement au titre des rubriques 2564 ou 2565 (en date du 9 avril 2019).

L'effectif sur site est composé d'environ 20 salariés.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection spécialisée produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- REACH
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	État des stocks et plan de stockages	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12	Demande d'action corrective	1 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10.II-III-IV	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
8	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, articles 26, 27.1, 43.1, 42 et 44.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Mise en œuvre des recommandations indiquées dans la FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	Demande d'action corrective	1 mois
14	Étiquetage CLP	Règlement européen du 31/12/2008, article 17	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté préfectoral du 29/12/2010, article 2	Sans objet
3	Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	Sans objet
4	Installations électriques – contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5.II-III	Sans objet
6	Confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	Sans objet
7	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 29	Sans objet
9	Fourniture FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)	Sans objet
10	Langue FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5	Sans objet
11	Coordonnées fournisseur FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3	Sans objet
13	Décision d'autorisation REACH et notification à l'ECHA	Règlement européen du 18/12/2006, articles 55, 56 et 66	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection des installations classées a relevé lors de cette visite d'inspection inopinée 5 non-conformités et a formulé 5 observations. Il est proposé à Monsieur le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation pour une des non-conformité relevée.

### **2-4) Fiches de constats**

## Fiche de constat n° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 29/12/2010, article 2

Thème(s) : Risques accidentels, Situation administrative

Prescription contrôlée :

Rubrique	Alinéa	AS, A.D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unité de volume autorisé
2565	2	A	Traitement des métaux et matières plastiques pour le dégraissage, le décapage, la conversion, le polissage, la métallisation... par voies électrolytique, chimique ou par emploi de liquide halogénés  2-a. procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium)	Bains de traitement	Volume des bains	> 1 500	L	45 070	L
1111	2	A	Très toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature et à l'exclusion de l'uranium et ses composés.  2 substances et préparations liquides	Bain de décapage chromique	Quantité totale susceptible d'être présente	≥ 250 et < 20 000	kg	2 640	kg
1131	2	D	Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol.  2 substances et préparations liquides	Stockage de substances et préparations  Bains de traitement  Trichloro-éthylène	Quantité totale susceptible d'être présente	≥ 10 et < 200	t	17,33	t
2575		D	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565.		Puissance installée	> 20	KW	41,2	kW
2564	3	D	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc.) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques.  Solvants à phrase de risque R 45, R 46, R 49, R 60, R 61 ou des solvants halogénés étiquetés R 40 utilisés dans une machine non fermée	Cuves de dégraissage	Volume des cuves de traitement	> 20 et ≤ 200	L	200	L
2940	2	NC	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile) :  1. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction).		Quantité mise en œuvre	> 10 et ≤ 100	kg/l	< 10	kg/l

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitude d'utilité publique) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

**Constats :**

L'inspection a questionné l'exploitant sur une éventuelle évolution de son activité par rapport à la situation administrative connue. L'exploitant a indiqué ne pas avoir eu d'évolution récente de celle-ci.

Toutefois, il a indiqué envisager l'installation d'une cabine de vernis. L'inspection a rappelé à l'exploitant qu'en cas de modification notable, l'ensemble des éléments d'appréciation (plans, risques chroniques et accidentels induits) doivent être portés à la connaissance du Préfet avant la réalisation de la modification conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement.

Par courrier du 28/09/2018, l'exploitant a transmis les éléments de mise à jour de classement concernant les rubriques 4000 de la nomenclature ICPE. Ces éléments ont été complétés par le courrier du 23/12/2019.

Ainsi, le classement actualisé de l'installation est le suivant :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Niveau d'activité autorisé
3260	A	<b>Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique</b> pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes	Volume des cuves affectées au traitement : <b>43,584 m<sup>3</sup></b>
4110-2	A	<b>Toxicité aiguë catégorie 1</b> pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2. Substances et mélanges liquides La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 250 kg	Quantité présente sur site : <b>2 793 kg</b>
2565-1-b	E	<b>Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique</b> , à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. 1. Lorsqu'il y a mise en œuvre : b) De cyanures, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 l	Volume des cuves affectées au traitement mettant en œuvre des cyanures : <b>12 995 L</b>
2565-2-a	E	<b>Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique</b> , à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1500 l	Volume des cuves affectées au traitement : <b>30 589 L</b>
2575	D	<b>Abrasives (emploi de matières)</b> telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565.	Puissance maximum de <b>41,2 kW</b>
2560-b	DC	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1000 kW	Puissance des machines installées <b>214,25 kW</b>
4120-2	D	<b>Toxicité aiguë catégorie 2</b> , pour l'une au moins des voies d'exposition. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	Quantité présente sur site : <b>7 753 t</b>

**NB :** Ces éléments de classement seront repris dans le prochain arrêté préfectoral mettant à jour les prescriptions techniques applicables à l'installation.

**La prescription contrôlée est respectée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

### **Fiche de constat n° 2 : État des stocks et plan de stockages**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12

**Thème(s) :** Risques accidentels, État des stocks et plan de stockages

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, [...]. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

**Constats :**

L'inspection a constaté la présence d'un état des stocks à l'entrée de chaque zone de stockage des produits chimiques (locaux acide et cyanure, sous-sol). Il a été constaté par sondage que les quantités indiquées pour le stockage de cyanure correspondent à la quantité présente sur site. L'état des stocks a été mis à jour de façon manuscrite.

D'autre part, il a été constaté que l'état des stocks des produits chimiques entreposés dans le sous-sol de l'installation (ancienne station de traitement des effluents) ne liste pas l'ensemble des éléments stockés, notamment les 175 litres de BONDAL contenant du sulfate de nickel (entre 1 et 5%) et du cyanure de sodium (entre 0,1 et 1%). La dernière mise à jour de cet état des stocks a été réalisée en août 2023.

L'inspection constate donc que cet état des stocks n'est pas à jour.

**Non-conformité n°1 :** L'état des stocks des produits chimiques présents sur site n'est pas à jour contrairement à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006.

**Observation n°1 :** Il conviendrait que l'exploitant formalise une procédure afin de garantir la mise à jour de l'état des stocks de manière régulière et à une fréquence adaptée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**Fiche de constat n° 3 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b>  II.-Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs sont adaptés aux risques particuliers de l'installation et sont à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles. [...]
<b>Constats :</b>  Par courriel du 27 février 2025, l'exploitant a transmis le rapport du contrôle périodique de l'installation de désenfumage daté du 03/02/2025 et réalisé par la société SAVPRO. Ce rapport conclut au bon fonctionnement de l'installation de désenfumage.  <b>De ce fait, la non-conformité n°1 relevée lors de l'inspection du 24 février 2023 est soldée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



#### **Fiche de constat n° 4 : Installations électriques – contrôle périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5.II-III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques – contrôle périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  II.-Les dispositions du A et du B de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont applicables à l'installation. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant les contrôles effectués.  Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.  Le chauffage des locaux à risque incendie ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.  III.-Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est au moins annuel.  Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.  Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Par courriel du 27 février 2025, l'exploitant a transmis le rapport de vérification périodique de l'installation électrique (Q18) ainsi que le contrôle par thermographie infrarouge (Q19). Ces rapports sont datés du 03/04/2024 et ont été réalisés par la société BUREAU VERITAS. Ces rapports concluent que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### **Fiche de constat n° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10.II-III-IV

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte

**Prescription contrôlée :**

II.-Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :

-dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;

-dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface.

Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.

Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.

III.-Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

IV.-L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.

Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

## Constats :

Par courriel du 27 février 2025, l'exploitant a transmis le certificat APSAD de la société VERISURE pour la station de télésurveillance certifiée type P3. Le contrat met en évidence qu'il est prévu une maintenance rapide dès la détection d'une mise en échec du système de détection, qui reporte l'information à la télésurveillance. La redondance du système de détection permet de limiter le risque de mise en défaut des deux systèmes simultanément.

L'exploitant a présenté lors de la visite les nouveaux détecteurs qui ont été installés dans l'atelier de traitement de surfaces : deux systèmes de détection de fumées indépendants sont positionnés de part et d'autre de l'atelier sur une potence à environ 3 mètres de haut. Un détecteur de fumée est également positionné en partie haute de l'atelier sous la toiture. Toutefois, l'inspection constate que ce détecteur sous toiture n'est pas positionné à l'aplomb du faîtage, ce positionnement pourrait limiter la détection des premières fumées.

L'exploitant a indiqué que ces équipements de détection sont asservis à l'arrêt de l'électricité de l'atelier de traitement de surfaces.

L'exploitant a précisé que les détecteurs de fumées nouvellement installés ont déclenché à plusieurs reprises de fausses alertes et le déplacement des services de secours. L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait de détection de vapeurs d'eau émise par les bains chauds, notamment lorsque le différentiel de température avec l'extérieur est important.

L'exploitant a également détaillé lors de la visite les mesures de sécurité prises lors de la fermeture du site chaque soir :

- coupure de l'alimentation électrique de l'atelier de travail mécanique des métaux à l'exception des éléments de sécurité ;
- coupure de l'alimentation électrique du bâtiment contenant l'atelier de traitement de surfaces, à l'exception de l'atelier lui-même (les organes de chauffe des bains restent actifs en absence de personnel et sont commandés par une minuterie programmée par l'exploitant, les systèmes de détection incendie restent actifs également).

L'inspection a questionné l'exploitant sur l'installation d'une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. Cette exigence a été ajoutée en 2023 suite au retour d'expérience des incendies dans le secteur d'activité du traitement de surfaces. L'exploitant a indiqué qu'il n'était pas au courant et qu'il n'a pas installé ces sondes de détection dans les systèmes d'aspiration.

**Non-conformité n°2 : L'exploitant ne dispose pas d'au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration contrairement à l'article 10-II de l'arrêté ministériel du 30/06/2006. Il est proposé à Monsieur le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation sur ce point.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 4 mois

### **Fiche de constat n° 6 : Confinement des eaux incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié.  [...]
<b>Constats :</b>  Le confinement des eaux incendie sur site est réalisé par la présence d'un sous-sol (ancienne station de traitement des effluents) et la fermeture du réseau d'eaux pluviales afin de permettre une montée en charge du réseau.  L'inspection a constaté que la vanne de confinement du réseau d'eaux pluviales du site est signalée et que les outils pour l'actionner sont positionnés à l'entrée du bâtiment à proximité. Dans cette entrée est également présent un plan du site qui positionne l'emplacement de la vanne. L'exploitant a soulevé le regard pendant l'inspection. Il a été constaté l'absence d'indication concernant le sens de fermeture de la vanne. La vanne étant dans la canalisation et non visible depuis l'extérieur, il n'est pas possible de vérifier le bon sens de fermeture et le bon fonctionnement de celle-ci.  Ainsi, il est demandé à l'exploitant de vérifier le sens de fermeture de la vanne de confinement des eaux en cas d'incendie et de l'indiquer clairement sur le panneau signalant la présence de cette vanne afin d'assurer en cas d'accident la bonne fermeture de celle-ci.  <b>Observation n°2 : Il est demandé à l'exploitant de vérifier le sens de fermeture de la vanne de confinement des eaux en cas d'incendie et de l'indiquer clairement sur le panneau signalant la présence de cette vanne.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### **Fiche de constat n° 7 : Gestion des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 29
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets sont éliminés dans une installation dûment autorisée à cet effet en application du titre 1er du livre V du code de l'environnement. L'exploitant tient un registre des déchets conformément aux dispositions du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et à ses arrêtés d'application.
<b>Constats :</b>  L'inspection a questionné l'exploitant sur les déchets évacués en tant que déchets dangereux sur les dernières années : 2021, 2022, 2023 et 2024. Les données ont été récupérées via les bases de données GERP et trackdéchets. Pour rappel, l'installation est en zéro rejets liquides depuis plusieurs années. L'inspection a constaté que les volumes de déchets dangereux évacués par l'exploitant sont stables au cours du temps et s'établissent à environ 8 à 10 tonnes par an.  Toutefois, il a été constaté la présence d'un enlèvement d'environ une tonne de déchets cyanurés pour les années 2021, 2022 et 2023, et l'absence de ce type de déchets dangereux dans les données allant de janvier 2024 à février 2025.  L'inspection a questionné l'exploitant sur les raisons de l'absence de déchets dangereux cyanurés depuis début 2024. Il a justifié cette situation en expliquant que les déchets cyanurés proviennent de son bain de dégraissage cyanuré et qu'il réalise parfois l'opération de neutralisation des cyanures lui-même par ajout d'eau de javel. La réaction chimique de ces deux produits forme deux gaz : le CO <sub>2</sub> et le N <sub>2</sub> .  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Fiche de constat n° 8 : Rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, articles 26, 271, 43.1, 42 et 44.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques

## Prescription contrôlée :

### Article 26 des prescriptions techniques

#### Captation des émissions atmosphériques - Conditions de rejets

Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains sont captées. Elles respectent au niveau du rejet les valeurs limites définies à l'article 27.1 du présent arrêté.

Sans préjudice des exigences liées à la protection des travailleurs et aux ambiances de travail, les débits en sortie de cheminée sont au maximum :

Système de captation	Débit d'aspiration (Nm <sup>3</sup> /h)	Vitesse d'éjection des gaz (m/s)
Rejets liés aux bains de chrome	7000	8
Rejets liés aux bains de dégraissage cyanuré	5000	5
Rejets liés aux bains de dégraissage solvanté	4000	5

[...]

### Article 27.1 des prescriptions techniques

#### Conditions de rejet

La teneur en polluants avant rejet des gaz et vapeurs respecte avant toute dilution les limites fixées comme suit. Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température (273,15 degrés K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :

Paramètres	Rejet direct (en mg/Nm <sup>3</sup> )
Acidité totale exprimée en H	0,5
HF, exprimé en F	2
Chrome total (Cr)	1
- dont Chrome VI (Cr VI)	0,1
Nickel (Ni)	5
Cyanures (CN)	1
Alcalins, exprimés en OH	10
NO <sub>x</sub> , exprimés en NO <sub>2</sub>	200
SO <sub>2</sub>	100
NH <sub>3</sub>	30
Trichloroéthylène (si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h ou si la consommation est supérieure à 1 tonne par an)	2

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

## Article 43.1 des prescriptions techniques

### Autosurveillance des émissions atmosphériques

La surveillance des rejets dans l'air porte sur :

- le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ;
- les valeurs limites d'émissions.

[...]

L'exploitant est tenu de faire réaliser par un organisme compétent, une surveillance de la qualité des rejets atmosphériques relative aux paramètres définis à l'article 27.1 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2010, dans les conditions fixées ci-dessous :

Paramètres	Fréquence
<u>Rejets de l'aspiration des bains de chrome :</u> <ul style="list-style-type: none"><li>- Acidité totale exprimée en H</li><li>- Chrome total (Cr)</li><li>- Chrome VI (Cr VI)</li><li>- Alcalins, exprimés en OH</li><li>- Débit, vitesse</li></ul>	Annuelle
<u>Rejet de l'aspiration des dégraissages cyanurés :</u> <ul style="list-style-type: none"><li>- Acidité totale exprimée en H</li><li>- Cyanures (CN)</li><li>- Alcalins, exprimés en OH</li><li>- Débit, vitesse</li></ul>	
<u>Rejet de l'aspiration du dégraissage solvanté :</u> <ul style="list-style-type: none"><li>- trichloroéthylène</li><li>- Cyanures (CN)</li><li>- Débit, vitesse</li></ul>	semestrielle

## Article 42 des prescriptions techniques

### Principe et objectifs du programme d'autosurveillance

« [...] Les résultats des mesures et analyses sont archivés pendant au moins cinq ans, sur un support prévu à cet effet, et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils doivent être répertoriés pour pouvoir les corrélérer avec les dates de rejet. »

### Article 44.1 des prescriptions techniques

#### Actions correctives

« L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du présent titre, notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. Il prend si nécessaire et sans délai les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écarts par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement. »

AM du 30/06/2006

### Article 25

Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains



doivent être, si nécessaire, captées au mieux et épurées avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites définies à l'article 26 du présent arrêté. L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, le cas échéant, le débit maximal rejeté.

Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange.

#### **Constats :**

Par courriel du 27 février 2025, l'exploitant a transmis le rapport d'analyse des rejets atmosphériques daté du 15/09/2022 pour une intervention ayant eu lieu le 22/06/2022 et réalisée par la société APAVE. Ce rapport conclut au respect des valeurs limites d'émission.

Toutefois, il est constaté un retard concernant la fréquence d'analyse annuelle. L'exploitant a transmis le devis de la prestation avec la société MAPE complété de la mention « bon pour accord » le 21/01/2025. Il a indiqué que la prochaine intervention du prestataire pour réaliser les mesures des rejets atmosphériques du site est programmée le 20 mars 2025.

**NB :** le point de rejet du dégraissage solvanté n'existe plus depuis l'arrêt de l'utilisation du trichloroéthylène par l'exploitant en 2015. Cette modification sera reprise lors de la prochaine mise à jour de l'arrêté préfectoral du site.

**Non-conformité n°3 : L'exploitant ne respecte pas la fréquence annuelle de réalisation des analyses des rejets atmosphériques contrairement à l'article 43.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29/12/2010.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

### **Fiche de constat n° 9 : Fourniture FDS**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II: a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'inspection a demandé à contrôler les fiches de données de sécurité (FDS) de certains produits chimiques constatés sur site. Il s'agit des produits suivants : BONDAL, Trioxyde de chrome et DECALAMINOX. L'exploitant a été capable de présenter ces FDS.  <u>Pour le BONDAL :</u>  La FDS est datée du 21/06/2012. le fournisseur du produit est la société MAC DERMID basée à Neyron (01). Ce produit contient notamment de l'hydroxyde de sodium (5-10%), du sulfate de nickel (1-5%) et du cyanure de sodium (0,1-1%). Le pH de ce produit est supérieur à 12, il s'agit d'une base forte.  <u>Pour le TRIOXYDE DE CHROME :</u>  La FDS est datée du 08/02/2024. le fournisseur du produit est la société AMPERE INDUSTRIE basée à Saint-Ouen L'Aumône (95). Ce produit contient du trioxyde de chrome (>99,7%). Cette substance est classée comme extrêmement préoccupante par l'agence européenne des produits chimiques et est listée à l'annexe XIV du règlement REACH.  <u>Pour le DECALAMINOX :</u>  La FDS est datée du 15/02/1995. Le fournisseur du produit est la société CHIMIEDEROUIL basée à Ferrières en Gatinais (45). Ce produit contient notamment de l'acide sulfurique (>15%), de l'acide fluorhydrique (1-7%). Le pH de ce produit est inférieur à 1, il s'agit d'un acide fort.  <b><u>Observation n°3 :</u></b> L'exploitant doit s'assurer que les FDS dont il dispose sur site soient régulièrement mises à jour afin de disposer de l'ensemble des informations connues pour chacune des substances utilisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### **Fiche de constat n° 10 : Langue FDS**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.
<b>Constats :</b>  Les trois FDS fournies sont rédigées en français.  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### **Fiche de constat n° 11 : Coordonnées fournisseur FDS**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le fournisseur de la fiche de données de sécurité, qu'il s'agisse du fabricant, de l'importateur, du représentant exclusif, d'un utilisateur en aval ou d'un distributeur en aval, doit être identifié. Il y a lieu de préciser son adresse complète et son numéro de téléphone, ainsi que l'adresse électronique d'une personne compétente responsable de la fiche de données de sécurité.
<b>Constats :</b>  Les FDS du BONDAL et du TRIOXYDE DE CHROME fournies par l'exploitant indiquent les coordonnées du fournisseur du produit, et notamment : l'adresse complète et son numéro de téléphone, ainsi que l'adresse électronique d'une personne compétente.  Néanmoins la FDS du DECALAMINOX ne contient pas l'adresse mail d'une personne compétente responsable de la fiche de données de sécurité.  <b><u>Observation n°4 :</u></b> La FDS du DECALAMINOX ne contient pas l'adresse mail d'une personne compétente responsable de la fiche de données de sécurité contrairement à l'article 1.3 de l'annexe II du règlement n°1907/2006 du 18/12/2006, dit REACH. Cette exigence s'applique au fournisseur de la FDS. L'exploitant doit demander à son fournisseur la FDS mise à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### **Fiche de constat n° 12 : Mise en œuvre des recommandations indiquées dans la FDS**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<b>Constats :</b>  Il a été constaté lors de la visite du stock de produits chimiques situé en sous-sol au niveau de l'ancienne station de détoxification, la présence d'acides forts et de bases fortes sur la même rétention (DECALAMINOX et BONDAL). L'exploitant a déplacé suite à la remarque de l'inspection le bidon de 25L de DECALAMINOX qui était situé sur la rétention contenant 175L de BONDAL.  <b><u>Non-conformité n°4 :</u></b> Des produits incompatibles chimiquement sont positionnés sur la même rétention au sous-sol de l'installation contrairement aux conditions de stockages préconisées dans la FDS. De ce fait, l'exploitant ne respecte l'article 37.5.a) du règlement européen n°1907/2006 du 18/12/2006, dit REACH.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### **Fiche de constat n° 13 : Décision d'autorisation REACH et notification à l'ECHA**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, articles 55, 56 et 66
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Décision d'autorisation REACH et notification à l'ECHA
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 55 :</u>  Le but du présent titre est d'assurer le bon fonctionnement du marché intérieur tout en garantissant que les risques résultant de substances extrêmement préoccupantes soient valablement maîtrisés et que ces substances soient progressivement remplacées par d'autres substances ou technologies appropriées, lorsque celles-ci sont économiquement et techniquement viables. À cette fin, l'ensemble des fabricants, des importateurs et des utilisateurs en aval qui demandent une autorisation analysent la disponibilité de solutions de remplacement et examinent les risques qu'elles comportent ainsi que leur faisabilité technique et économique.  <u>Article 56 :</u>  1. Un fabricant, importateur ou utilisateur en aval s'abstient de mettre sur le marché une substance en vue d'une utilisation ou de l'utiliser lui-même si cette substance est incluse à l'annexe XIV, sauf : a) si l'utilisation ou les utilisations de cette substance, telle quelle ou contenue dans un mélange, ou l'incorporation de la substance dans un article pour laquelle la substance est mise sur le marché ou pour laquelle il utilise la substance lui-même ont été autorisées conformément aux

articles 60 à 64 ;

ou b) si l'utilisation ou les utilisations de cette substance, telle quelle ou contenue dans un mélange, ou l'incorporation de la substance dans un article pour laquelle la substance est mise sur le marché ou pour laquelle il utilise la substance lui-même ont été exemptées de l'obligation d'autorisation prévue à l'annexe XIV elle-même, conformément à l'article 58, paragraphe 2 ;

ou c) si la date visée à l'article 58, paragraphe 1, point c), sous i), n'a pas été atteinte ;

ou d) si la date visée à l'article 58, paragraphe 1, point c), sous i), a été atteinte et s'il a fait une demande dix-huit mois avant cette date mais qu'aucune décision concernant la demande d'autorisation n'a encore été prise ;

ou e) dans les cas où la substance est mise sur le marché, si cette utilisation a été autorisée à son utilisateur en aval immédiat.

2. Les utilisateurs en aval peuvent utiliser une substance répondant aux critères énoncés au paragraphe 1, pour autant que son utilisation respecte les conditions d'une autorisation octroyée à cet effet à un acteur situé en amont dans leur chaîne d'approvisionnement.[...]

#### Article 66 :

1. Les utilisateurs en aval qui utilisent une substance, conformément à l'article 56, paragraphe 2, adressent une notification à l'Agence dans les trois mois suivant la première livraison de la substance.[...]

#### **Constats :**

L'exploitant déclare utiliser une substance à autorisation, c'est-à-dire inscrite à l'annexe XIV du règlement européen (CE) n° 1907/2006 dit règlement REACH :

- Trioxyde de chrome (n° CAS : 1333-82-0) pour un usage de traitement de surfaces décoratif.

L'inspection a constaté à l'arrière du site, plusieurs fûts acier vides de trioxyde de chrome (50 kg) sur lesquels un employé était en train de mettre de la bombe de peinture afin de masquer les inscriptions de l'emballage.

L'inspection a alors demandé où était le contenu de ces fûts. L'exploitant a indiqué qu'il venait le matin même (26/02/2025) de remplir son bain chromique avec le contenu de ces fûts. L'inspection a demandé à voir le bon de livraison de ces produits : 250 kg de trioxyde de chrome ont été livrés sur site le 20/02/2025.

L'exploitant a précisé par courriel du 05/03/2025, que son utilisation est dans le cas de figure prévu au point d) de l'article 56.1 susmentionné. En effet, son usage (chromage décoratif) est inclus dans l'usage 3 « *functional chrome plating with decorative character* » de la demande d'autorisation déposée en 2017 par le consortium CTACSUB. La commission européenne n'a pas encore pris de décision (acceptation ou rejet) concernant cet usage. Ainsi, dans l'attente d'une décision, pendant la période transitoire, les utilisateurs avals sont couverts par la demande d'autorisation et notamment l'usage n°3.

**En conclusion, l'exploitant dispose, en l'absence d'une décision de la commission européenne concernant la demande d'autorisation REACH, d'une autorisation temporaire pendant la période transitoire pour l'usage de chromage décoratif réalisé avec le trioxyde de chrome (n° CAS : 1333-82-0).**

Les articles 55 et 66 du règlement REACH susmentionnés ne sont pas applicables pour le moment mais le deviendront une fois la demande d'autorisation REACH validée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **Fiche de constat n° 14 : Étiquetage CLP**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 31/12/2008, article 17
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Contenu des étiquettes
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 17</u> Règles générales 1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants: a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs; b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage; c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18; d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19; e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20; f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21; g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22; h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25. 2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, sauf si le ou les États membres concerné(s) en disposent autrement. Les fournisseurs peuvent utiliser sur leurs étiquettes plus de langues que celles qui sont prescrites par les États membres, à condition que les mêmes renseignements apparaissent dans toutes les langues utilisées.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté que plusieurs produits chimiques disposent d'étiquettes illisibles du fait de l'ancienneté des bidons, notamment le produit DECALAMINOX situé en sous-sol.  Une attention particulière doit également être apportée pour l'étiquetage des déchets en attente d'enlèvement.  <b>Non-conformité n°5 :</b> L'exploitant dispose de produits chimiques dangereux ne disposant pas d'étiquettes lisibles permettant l'accès aux données exigées par l'article 17 du règlement n°1272/2008, dit CLP.  <b>Observation n°5 :</b> Il est demandé à l'exploitant d'apposer un étiquetage sur l'ensemble des bidons de déchets afin de permettre l'identification du contenu de ceux-ci.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois